

5052H 11/18

200H

(1938-1943)

A

Programme de commandes de matériel roulant -
Autorisations législatives

Pour 1938

loi de finances du 31.12.37 (art. 142) (J.O. 1. 1.38)

Pour 1939

loi de finances du 31.12.38 (art. 169) (J.O. 1. 1.39)

Pour 1940

loi de finances du 31.12.39 (art. 80) (J.O. 1.1.40)

Pour 1941

Loi 28.12.40 (J.O.1. 1.41)

Pour 1942

Loi 31.12.41 (J.O.1. 1.42)

Pour 1943

Loi 15. 9.43 (J.O.17. 9.43)

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 17 septembre 1943

LOI n° 471 du 15 septembre 1943 relative aux dépenses de premier établissement de la Société Nationale des chemins de fer français en 1943.

Le chef du Gouvernement,

Vu les actes constitutionnels n°s 12 et 12 bis;

Vu l'avis du comité budgétaire;

Le conseil de cabinet entendu,

Décrète :

Art. 1er. - Le programme quinquennal des travaux de premier établissement, d'acquisition de matériel roulant, mobilier et outillage que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 8 du décret-loi du 12 novembre 1938, du décret-loi du 29 juillet 1939 et de l'article 2 de la loi du 29 octobre 1940, est porté à un montant global de 8.058 millions.

Art. 2. - Le plan spécial d'équipement que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre, en vertu de l'article 3 de la loi du 29 octobre 1940, est porté à un montant global de 9.040 millions.

Art. 3. - Le montant des dépenses de premier établissement déjà engagées, dont la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à poursuivre l'exécution en 1943, et des dépenses nouvelles qu'elle est autorisée à engager en 1943, soit au titre de son programme ordinaire, soit au titre du programme quinquennal et du programme spécial d'équipement aménagés par les articles précédents, soit au titre du deuxième programme quinquennal établi par application de la loi du 6 avril 1941, est fixé à une somme maximum de 16 milliards 769.700.000 fr., répartie ainsi qu'il suit :

.....

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'é- quipement	Deuxième programme quinquennal	Ensemble
	millions	millions	millions	millions	millions
Travaux com- plémentaires..	1.859,3	3.379	4.172	800	10.210,3
Matériel rou- lant neuf.....	1.099	1.756	1.944	388	5.187
Matériel rou- lant autre que neuf, mobilier et outillage...	1.079	182	70	"	1.331
Lignes nou- velles.....	41,4	"	"	"	41,4
	4.078,7	5.317	6.186	1.188	16.769,7

La situation d'ensemble des engagements et des paiements afférents aux quatre programmes susvisés est fixée par état annexé à la présente loi.

Art. 4.- Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer en 1943, au titre des dépenses engagées dans les conditions prévues à l'article précédent, est fixé à une somme maximum de 2.618 millions, y compris une somme de 404.700.000 fr afférente à l'imputation, au compte des travaux complémentaires, de la valeur des immeubles destinés au logement du personnel et construits sur les fonds de l'ancienne caisse des retraites de la Compagnie P.L.M.

Art. 5. - A l'effet de couvrir les paiements autorisés par l'article précédent, la Société nationale des chemins de fer français utilisera, en dehors des ressources du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 et du produit des ventes et récupérations de vieilles matières :

1°) Les avances du Trésor qui lui seront accordées dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 29 octobre 1940 pour le paiement partiel des dépenses du programme spécial d'équipement, jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 220 millions de frs;

2°) Le produit des emprunts qu'elle sera autorisée à émettre au titre de l'exercice 1943, par application des articles 28 et 43 de la convention du 31 août 1937, jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 737.400.000 fr; les modalités de ces émissions

seront fixés de concert par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications.

Art. 6. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 septembre 1943.

Pierre LAVAL.

Par le chef du Gouvernement :

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,

Pierre CATHALA.

Le ministre secrétaire d'Etat à
la production industrielle et
aux communications,

Joan BICHELONNE.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 17 septembre 1943

LOI n° 471 du 15 septembre 1943 relative aux dépenses de premier établissement de la Société Nationale des chemins de fer français en 1943.

Le chef du Gouvernement,

Vu les actes constitutionnels n°s 12 et 12 bis;

Vu l'avis du comité budgétaire;

Le conseil de cabinet entendu,

Décète :

Art. 1er. - Le programme quinquennal des travaux de premier établissement, d'acquisition de matériel roulant, mobilier et outillage que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 8 du décret-loi du 12 novembre 1938, du décret-loi du 29 juillet 1939 et de l'article 2 de la loi du 29 octobre 1940, est porté à un montant global de 8.058 millions.

Art. 2. - Le plan spécial d'équipement que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre, en vertu de l'article 3 de la loi du 29 octobre 1940, est porté à un montant global de 9.040 millions.

Art. 3. - Le montant des dépenses de premier établissement déjà engagées, dont la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à poursuivre l'exécution en 1943, et des dépenses nouvelles qu'elle est autorisée à engager en 1943, soit au titre de son programme ordinaire, soit au titre du programme quinquennal et du programme spécial d'équipement aménagés par les articles précédents, soit au titre du deuxième programme quinquennal établi par application de la loi du 6 avril 1941, est fixé à une somme maximum de 16 milliards 769.700.000 fr. répartie ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'é- quipement	Deuxième programme quinquennal	Ensemble
	millions	millions	millions	millions	millions
Travaux com- plémentaires..	1.859,3	3.379	4.172	800	10.210,3
Matériel rou- lant neuf.....	1.099	1.756	1.944	388	5.187
Matériel rou- lant autre que neuf, mobilier et outillage...	1.079	182	70	"	1.331
Lignes nou- velles.....	41,4	"	"	"	41,4
	4.078,7	5.317	6.166	1.188	16.769,7

La situation d'ensemble des engagements et des paiements afférents aux quatre programmes susvisés est fixée par état annexé à la présente loi.

Art. 4.- Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer en 1943, au titre des dépenses engagées dans les conditions prévues à l'article précédent, est fixé à une somme maximum de 2.618 millions, y compris une somme de 404.700.000 fr afférente à l'imputation, au compte des travaux complémentaires, de la valeur des immeubles destinés au logement du personnel et construits sur les fonds de l'ancienne caisse des retraites de la Compagnie P.L.M.

Art. 5. - A l'effet de couvrir les paiements autorisés par l'article précédent, la Société nationale des chemins de fer français utilisera, en dehors des ressources du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 et du produit des ventes et récupérations de vieilles matières :

1°) Les avances du Trésor qui lui seront accordées dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 28 octobre 1940 pour le paiement partiel des dépenses du programme spécial d'équipement, jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 220 millions de frs;

2°) Le produit des emprunts qu'elle sera autorisée à émettre au titre de l'exercice 1943, par application des articles 28 et 43 de la convention du 31 août 1937, jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 737.400.000 fr; les modalités de ces émissions

.....

seront fixées de concert par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications.

Art. 6. - Le présent décret sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 septembre 1943.

Pierre LAVAL.

Par le chef du Gouvernement :

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,

Pierre CATHALA.

Le ministre secrétaire d'Etat à
la production industrielle et
aux communications,

Jean BICHELONNE.

2004

Extrait du Journal Officiel
Lois et décrets du
1er janvier 1942

Extrait de la loi du 31 décembre 1941 portant fixation du
budget pour l'exercice 1942

Dispositions intéressant les chemins de fer

Art. 84 - Le programme quinquennal des travaux de premier établissement, d'acquisition de matériel roulant, mobilier et outillage que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 8 du décret-loi du 12 novembre 1938, du décret-loi du 29 juillet 1939 et de l'article 2 de la loi du 29 octobre 1940 est porté à un montant global de 7.419 millions.

Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux communications fixera la nouvelle répartition des crédits affectés au programme.

Art. 85 - Le plan spécial d'équipement que la Société nationale des chemins de fer français a été autorisée à entreprendre en vertu de l'article 3 de la loi du 29 octobre 1940, est porté à un montant global de 7.804 millions.

Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat aux communications fixera la nouvelle répartition des crédits affectés à ce programme.

Art. 86 - Le montant des dépenses de premier établissement déjà engagées, dont la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à poursuivre l'exécution en 1942, et des dépenses nouvelles qu'elle est autorisée à engager en 1942, soit au titre de son programme ordinaire, soit au titre du programme quinquennal et du programme spécial d'équipement aménagés par les articles précédents, soit au titre du deuxième programme quinquennal établi par application de la loi du 6 avril 1941 est fixé à une somme maximum de 18.904 millions, répartie ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Deuxième Programme quinquennal	Ensemble
	millions	millions	millions	millions	millions
Travaux complémentaires	1.606	3.375	4.217	468	9.666
Matériel roulant neuf	885	3.340	3.146	372	7.743
Matériel roulant autre que neuf, Mobilier et outillage ..	939	483	54	"	1.476
Lignes nouvelles ..	19	"	"	"	19
	3.449	7.198	7.417	840	18.904

Art. 87 - Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer en 1942 au titre des dépenses engagées dans les conditions prévues à l'article précédent est fixé à une somme maximum de 3.085 millions, répartie ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Deuxième programme quinquennal	Ensemble
	millions	millions	millions	millions	millions
A - Travaux complémentaires	422	545	355	12	1.334
Matériel roulant neuf ..	230	747	429	2	1.408
Matériel roulant autre que neuf. Mobilier et outillage	262	42	20	"	324
	914	1.334	804	14	3.066
B - Travaux de lignes nouvelles	19	"	"	"	19
C - Approvisionnement...	Mémoire	"	"	"	Mémoire
	933	1.334	804	14	3.085

La situation d'ensemble des engagements et des paiements afférents aux quatre programmes susvisés est fixée par l'état J annexé à la présente loi.

Art. 88 - A l'effet de couvrir les paiements autorisés par l'article précédent, la Société nationale des chemins de fer français utilisera, en dehors des ressources du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 et du produit des ventes et récupérations de vieilles matières :

1°) les avances du Trésor qui lui seront accordées dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 28 octobre 1940 pour le paiement partiel des dépenses du programme spécial d'équipement jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 414.400.000 fr.;

2°) le produit des emprunts qu'elle sera autorisée à émettre au titre de l'exercice 1942 par application des articles 28 et 43 de la convention du 31 août 1937, jusqu'à concurrence d'une somme maximum de 930.100.000 fr.; les modalités de ces émissions seront fixées de concert par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et par le secrétaire d'Etat aux communications.

Art. 89 - Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français, en application de l'article 25 de la convention du 31 août 1937 pour la couverture des charges d'emprunts non incorporés dans l'équilibre financier de l'exercice 1941 de cette société est fixé, à titre provisionnel, à la somme de 4.100 millions.

Le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 1er janvier 1941

LOI du 28 décembre 1940 fixant les crédits
applicables aux dépenses du premier trimestre de
l'exercice 1941

Dispositions intéressant la S.N.C.F. (articles 37 à 40)

Art. 37 - Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à engager à partir de l'exercice 1941 pour l'exécution soit de son programme ordinaire, soit du programme quinquennal aménagé par l'article 2 de la loi du 29 octobre 1940, soit du programme spécial d'équipement prévu par l'article 3 de la même loi est fixé à une somme maximum de 11.825 millions répartis ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Ensemble
	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.
Travaux complémentaires	332	2.458	4.439	7.229
Matériel roulant neuf	72	1.602	2.265	3.939
Matériel roulant autre que neuf, mobilier et outillage	259	382	16	657
	663	4.442	6.720	11.825

Art. 38 - Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer en 1941 au titre des dépenses engagées soit en vertu des lois antérieures, soit en vertu de l'article précédent, est fixé à une somme maximum de 4.654 millions répartis ainsi qu'il suit :

.....

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Ensemble
	M. de fr	M. de fr	M. de fr	M. de fr
A - Travaux complémentaires.....	504	500	1.500	2.504
Matériel roulant neuf..	334	1.046	459	1.839
Matériel roulant autre que neuf, mobilier et outillage.....	236	47	4	287
	1.074	1.593	1.963	4.630
B.-Travaux de lignes nouvelles.....	24	"	"	24
C.- Approvisionnements.	Mémoire	"	"	Mémoire
Total.....	1.098	1.593	1.963	4.654

La situation d'ensemble des engagements et des paiements afférents aux trois programmes susvisés est fixée par l'état I annexé à la présente loi.(1)

Art. 39. - Les paiements autorisés par l'article précédent seront couverts :

1°- Par l'utilisation du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 ainsi que par le produit des ventes et récupérations de vieilles matières, ces ressources étant évaluées à 975 millions, dont 563 millions pour les programmes ordinaire et quinquennal et 412 millions pour le programme spécial d'équipement;

2°- Par les avances du Trésor accordées dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 28 octobre 1940 pour la couverture partielle des dépenses du plan d'équipement, ces avances étant évaluées à 1.551 millions;

3°- Pour le surplus, évalué à 2.128 millions, la Société nationale des chemins de fer ou, éventuellement, les compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi seront autorisées par application des articles 28, 29 et 43 de la convention du 31 août 1937 à émettre des emprunts au titre de l'exercice 1941. Les modalités de ces émissions seront fixées de concert par le secrétaire d'Etat aux finances et par le secrétaire d'Etat aux communications.

(1) Voir annexe ci-jointe.

Art. 40. - Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français, en application de l'article 25 de la convention du 31 août 1937 pour la couverture des charges d'emprunts non incorporés dans l'équilibre financier de l'exercice 1940 de cette société est fixé, à titre provisionnel, à la somme de 4.020 millions.

Le secrétaire d'Etat aux finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor.

ANNEXE
ET/T I.- Etat donnant la répartition, par catégories de dépenses et pour chacun des trois programmes

- de dépenses d'établissement de la Société Nationale des Chemins de fer Français :
- 1°- Des engagements effectués en vertu d'autorisations antérieures ;
 - 2°- Des autorisations d'engagements accordées à partir de 1941 ;
 - 3°- Des autorisations de paiement accordées pour cet exercice.

PROGRAMMES	Dépenses en : Dépenses déjà		Sommes restant à payer		Dépenses dont :		Sommes à payer	
	établies au 1-1-41	payées sur	en 1941	au cours des	l'engagement	en 1941	Au cours des	
	exercices antérieurs.	exercices antérieurs.	exercices suivants	exercices suivants	à partir de 1941.	exercices suivants	exercices suivants	
I - Programme ordinaire.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	
Travaux complémentaires...	967	644	233	90	332	271	61	
Matériel roulant neuf.....	742	337	282	123	72	52	20	
Matériel roulant autre	454	109	93	252	221	65	156	
que neuf.....	110	47	40	23	38	38	"	
Mobilier et outillage.....	2.273	1.137	648	488	663	426	237	
II - Programme quinquennal.	724	85	323	316	2.458	177	2.281	
Travaux complémentaires...	1.259	36	887	336	1.602	159	1.443	
Matériel roulant neuf.....	"	"	"	"	305	13	292	
Matériel roulant autre	54	11	29	14	77	5	72	
que neuf.....	2.037	132	1.239	666	4.442	354	4.088	
Mobilier et outillage.....	"	"	"	"	4.439	1.500	2.939	
III - Programme spécial	"	"	"	"	2.265	459	1.806	
d'équipement	"	"	"	"	16	4	12	
Travaux complémentaires...	"	"	"	"	6.720	1.963	4.757	
Matériel roulant neuf.....	"	"	"	"	7.229	1.948	5.281	
Matériel roulant autre	2.001	373	1.169	459	3.939	670	3.269	
que neuf.....	454	109	93	252	526	78	448	
Mobilier et outillage.....	164	58	69	37	131	47	84	
Ensemble	4.310	1.269	1.887	1.154	11.825	2.743	9.082	
des trois programmes								
Travaux complémentaires...	1.691	729	556	406	7.229	1.948	5.281	
Matériel roulant neuf.....	2.001	373	1.169	459	3.939	670	3.269	
Matériel roulant autre	454	109	93	252	526	78	448	
que neuf.....	164	58	69	37	131	47	84	
Mobilier et outillage.....								
TOTAUX.....	4.310	1.269	1.887	1.154	11.825	2.743	9.082	

LOI DE FINANCES DU 31 DECEMBRE 1939

(Journal Officiel 1er janvier 1940)

ART. 80. - Le montant total des ressources que la Société nationale des chemins de fer français ou, éventuellement, les compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi sont autorisées à se procurer au titre de l'année 1940 par l'émission d'emprunts pour l'application des articles 28, 29 et 43 de la convention du 31 août 1937, approuvée par le décret du 31 août 1937, est fixé à 1.519 millions de francs au maximum.

Ce total correspond aux maxima indiqués ci-dessous pour chacune des trois catégories de dépenses A, B et C :

Désignation	Programme normal	Programme quinquennal.	Ensemble
	francs	francs	francs
A.- Travaux complémentaires de premier établissement et de matériel :			
1° Travaux complémentaires proprement dits	329.000.000	220.000.000	549.000.000
2° Matériel roulant neuf	413.000.000	519.000.000	932.000.000
3° Matériel roulant autre que neuf, mobilier et outillage	165.000.000	34.000.000	199.000.000
Ensemble	907.000.000	773.000.000	1.680.000.000
B.- Travaux de lignes nouvelles	11.000.000	"	11.000.000
C.- Approvisionnements	200.000.000	"	200.000.000
Total	1.118.000.000	773.000.000	1.891.000.000
A déduire :			
Utilisation du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 et du produit des ventes de vieilles matières.....			372.000.000
Montant net			1.519.000.000

Les autorisations d'émission données à la Société nationale des chemins de fer français par le Ministre des Travaux Publics, d'accord avec le Ministre des Finances, feront mention des types à émettre, du montant de chaque type et des autres modalités d'émission.

Lois et décrets (p. 16)

LOI du 31 décembre 1938
portant fixation du budget général de l'exercice 1939

Art. 166 - Le montant total des ressources que la S.N.C.F. ou, éventuellement, les Cies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, du P.L.M. et du Midi sont autorisées à se procurer au titre de l'année 1939 par l'émission d'emprunts pour l'application des art. 28, 29 et 43 de la convention du 31 août 1937, approuvée par le décret du 31 août 1937, est fixé à un milliard trente-neuf millions de francs (1.039.000.000 de francs) au maximum.

Ce total correspond aux dépenses suivantes :

.....
3°) Dépenses de matériel roulant neuf 430.000.000

.....
Les autorisations d'émission données à la S.N.C.F. par le ministre des Travaux Publics, d'accord avec le ministre des Finances, feront mention des types à émettre du montant de chaque type et des autres modalités d'émission.

LOIS et DECRETS

Extrait de la loi portant fixation du budget général
de l'exercice 1939.

S. N. C. F. : Commandes de matériel

Art. 169. — Le ministre des travaux publics pourra autoriser la Société nationale des chemins de fer français à passer en 1939 des commandes de matériel roulant neuf pour un montant maximum de cinq cent quatre-vingt millions de francs (580.000.000 fr.) en principal.

Sur ces commandes la somme à régler en 1939 au moyen des ressources prévues à l'article 166 ci-dessus s'élèvera au maximum à deux cent quarante millions de francs (240.000.000 fr.) y compris les frais généraux et intérêt.

Extrait du Journal officiel
Débats parlementaires du 3^e janvier 1939

Sénat : Séance du 31 Décembre 1938

Discussions de la loi de finances (p 1020)

Commandes de matériel roulant | la SNCF - Autorisation

M. le président.

Article 93 quinquies.

« Le ministre des travaux publics pourra autoriser la Société nationale des chemins de fer français à passer en 1939 des commandes de matériel roulant neuf pour un montant maximum de 580 millions de fr. principal.

« Sur ces commandes la somme à régler en 1939 au moyen des ressources prévues à l'article A ci-dessus s'élèvera au maximum à 240 millions de francs y compris les frais généraux et intérêts. » — (Adopté.)

Débats parlementaires du 31 décembre

Chambre

Discussion du projet de loi modifié par le
Sénat portant fixation du budget général
de l'exercice 1939

[Article 93 quinquies (nouveau).]

M. le président. La commission propose d'introduire ici, sous le n° 93 quinquies, un article nouveau qui serait ainsi conçu :

« Art. 93 quinquies. — Le ministre des travaux publics pourra autoriser la Société nationale des chemins de fer français à passer en 1939 des commandes de matériel roulant neuf pour un montant maximum de 580 millions de francs en principal. »

« Sur ces commandes la somme à régler en 1939 au moyen des ressources prévues à l'article A ci-dessus s'élèvera au maximum à 240 millions de francs, y compris les frais généraux et intérêts. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 93 quinquies.

(L'article 93 quinquies, mis aux voix, est adopté.)

Extrait du Journal Officiel du 1er janvier 1939.

LOIS et DECRETS

Extrait de la loi portant fixation du budget général
de l'exercice 1939.

S. N. C. F. Commandes de matériel roulant

Art. 169. — Le ministre des travaux publics pourra autoriser la Société nationale des chemins de fer français à passer en 1939 des commandes de matériel roulant neuf pour un montant maximum de cinq cent quatre-vingt millions de francs (580.000.000 fr.) en principal.

Sur ces commandes la somme à régler en 1939 au moyen des ressources prévues à l'article 166 ci-dessus s'élèvera au maximum à deux cent quarante millions de francs (240.000.000 fr.) y compris les frais généraux et intérêt.

Extrait du Journal officiel
Lois et décrets du 1^{er} Janvier 1939

Extrait de la loi de finances du 31 Décembre 1938

art 159 : Autorisation de commandes de matériel roulant pour 1939

Art. 169. — Le ministre des travaux publics pourra autoriser la Société nationale des chemins de fer français à passer en 1939 des commandes de matériel roulant neuf pour un montant maximum de cinq cent quatre-vingt millions de francs (580.000.000 fr.) en principal.

Sur ces commandes la somme à régler en 1939 au moyen des ressources prévues à l'article 166 ci-dessus s'élèvera au maximum à deux cent quarante millions de francs (240.000.000 fr.) y compris les frais généraux et intérêt.

Débats parlementaires du 31 déc. 1938

CHAMBRE

Discussion du projet de loi modifié par le Sénat
portant fixation du budget général de l'exercice 1939

[Article 93 quinquies (nouveau).]

M. le président. La commission propose d'introduire ici, sous le n° 93 quinquies, un article nouveau qui serait ainsi conçu :

« Art. 93 quinquies. — Le ministre des travaux publics pourra autoriser la Société nationale des chemins de fer français à passer en 1939 des commandes de matériel roulant neuf pour un montant maximum de 580 millions de francs en principal.

« Sur ces commandes la somme à régler en 1939 au moyen des ressources prévues à l'article A ci-dessus s'élèvera au maximum à 240 millions de francs, y compris les frais généraux et intérêts. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 93 quinquies.

(L'article 93 quinquies, mis aux voix, est adopté.)

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL DU 1er JANVIER 1938

Extrait de la LOI du 31 décembre 1937
portant fixation du budget général de l'exercice 1938

ARTICLE 142

Programme de
commandes de
matériel roulant
1938

Art. 142. — Le ministre des travaux publics pourra autoriser la société nationale des chemins de fer français à passer en 1938, dans le cadre des programmes arrêtés sur ses propositions, des commandes de matériel roulant neuf jusqu'à concurrence de 587.700.000 fr. en principal.

Sur ces commandes, les sommes à régler en 1938 au moyen des ressources prévues à l'article 139 ci-dessus s'élèveront au maximum à 224.000.000 de francs, y compris les frais généraux et intérêts.